

MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES ET PARTICULIÈRES

MARCHE N° DDTM50_MOE_EVC_VEZINS_2026

L'acheteur

Monsieur Le Préfet de la Manche

Représentant de l'acheteur (RA)

Madame la Directrice de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer de la Manche par délégation de Monsieur le Préfet de la Manche

Objet du marché

Maitrise d'œuvre pour le comblement du canal Evacuateur de crue de l'ancien barrage de Vezins

Sommaire

1.	Le contexte du projet de restauration de la continuité écologique de la Sélune.....	3
1.1.	Rappels historiques.....	3
1.2.	Périmètre du projet global.....	3
1.3.	Périmètre du projet de comblement.....	4
1.4.	Phasage de l'opération.....	4
1.5.	Situation actuelle.....	5
1.5.1.	Barrage et retenue de Vezins (maîtrise d'ouvrage État).....	5
1.5.2.	Barrage et retenue de La Roche Qui Boit (maîtrise d'ouvrage EDF).....	5
1.6.	Autorisations réglementaires relatives aux travaux de Vezins.....	6
1.7.	Budget prévisionnel.....	7
2.	Objet de la mission.....	7
2.1	Missions du marché.....	7
2.2	Programme.....	7
2.3	Données d'entrées disponibles.....	8
3.	Enjeux de la mission de maitrise d'œuvre pour le comblement de l'évacuateur de crue.....	9
4.	Organisation dédiée au projet.....	9
4.1.	L'équipe dédiée au projet.....	9
5.	Contenu de la mission.....	10
5.1.	Mission 1 : Etudes d'avant-projet (AVP).....	10
5.1.1 –	Consistance des études d'avant-projet.....	10
5.1.2 –	Contenu du dossier d'études d'avant-projet.....	11
5.2.	Mission 2 : Etudes de projet (PRO).....	11
5.2.1 –	Consistance des études de projet.....	11
5.2.2 –	Contenu du dossier d'études de projet.....	12
5.3.	Mission 3 : Assistance à la rédaction des Dossiers de Consultation des Entreprises et la passation des contrats de travaux (DCE – ACT).....	12
5.3.1 –	Production des DCE et analyse des offres.....	13
5.3.3 –	Appui à l'initialisation des marchés de travaux.....	13
5.4	Mission 4 : VISA et Direction de l'exécution des contrats de travaux (DET).....	13
5.4.1	Examen de la conformité des plans d'exécution faits par l'entreprise.....	13
5.4.2	Pour les visas des études de synthèse.....	14
5.4.3	Pour le visa des études d'exécution.....	14
5.4.4	Dossier final d'exécution.....	15
5.4.5	Direction de l'exécution des contrats de travaux.....	15
5.5	Mission 5 : Assistance apportée au maître de l'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement (AOR et GPA).....	16
5.6	Pilotage de la prestation.....	16

1. Le contexte du projet de restauration de la continuité écologique de la Sélune

1.1. Rappels historiques

En novembre 2009, l'État a décidé de ne pas reconduire la concession des barrages hydroélectriques de Vezins et de la Roche qui Boit (cf Figure 1), ouvrant ainsi la réflexion à la suppression des deux barrages de la Sélune, dont la présence est incompatible avec l'atteinte du bon état écologique des masses d'eau.



Le barrage de Vezins, propriété de l'État était exploité par le biais d'une concession accordée à EDF ; celui de La Roche qui Boit, propriété d'EDF est exploité en vertu d'une autorisation. Il en résulte ainsi, la coexistence de deux maîtres d'ouvrages distincts : État et EDF.

La concession du barrage de Vezins et l'autorisation du barrage de La Roche qui Boit sont échus depuis fin 2007.

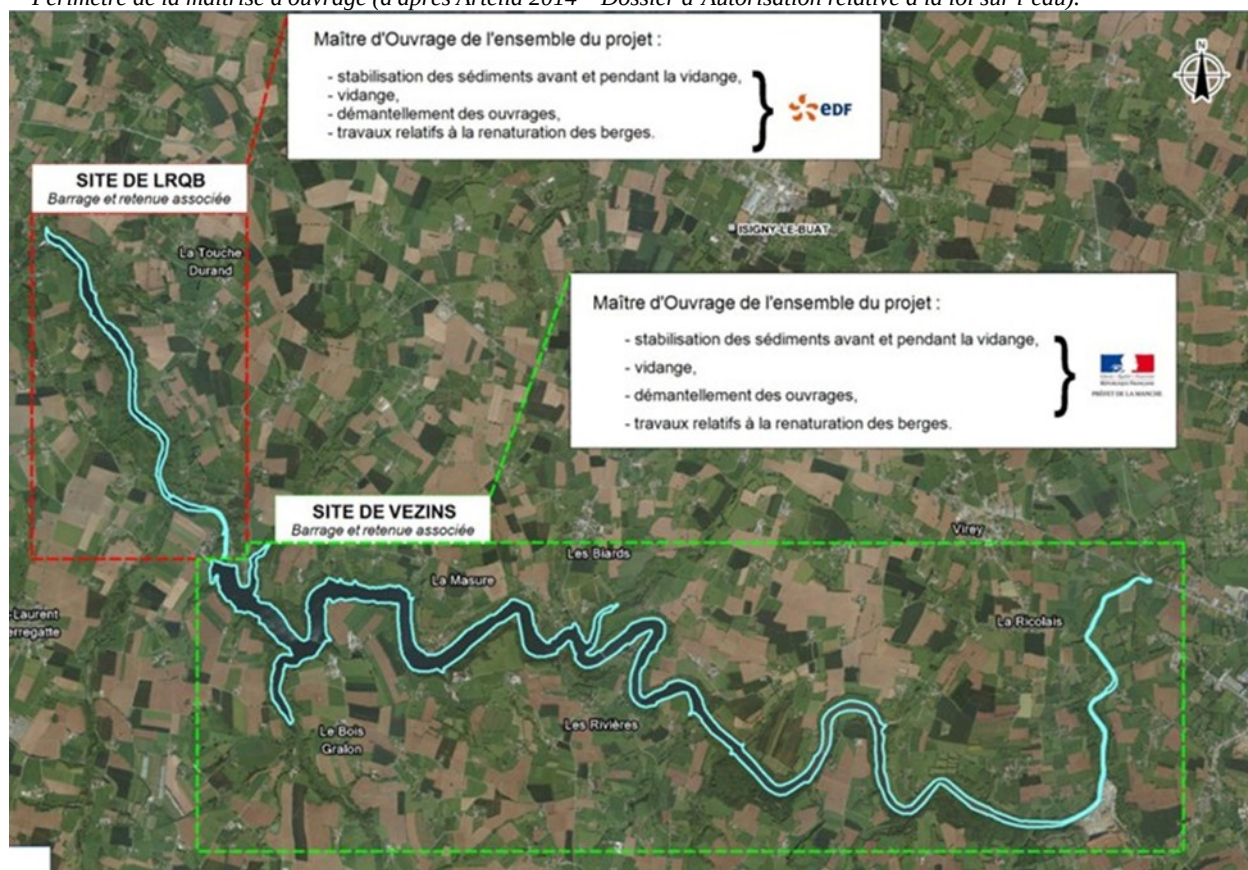
Le projet vise au rétablissement de la continuité écologique et sédimentaire de la Sélune et à l'atteinte du bon état des masses d'eau visée par la Directive Cadre sur l'Eau. Ces objectifs seront atteints par l'arasement des deux barrages, et la disparition des retenues associées.

1.2. Périmètre du projet global

Le périmètre du projet de restauration de la continuité écologique porté par la DDTM 50 correspond aux emprises de la retenue du barrage de Vezins et au site du barrage aujourd'hui démolé (concession hydroélectrique transférée à l'État en 2014).

Le territoire concerné s'étend sur 20 km de cours d'eau, et environ 160 hectares de terres exondées entourant la rivière, avec comme limite amont la confluence avec la Sélune et l'Airon et, à l'aval, le raccordement aval du canal déversoir de crue du barrage de Vezins. Les affluents, Yvrande, Lair, Isolant, dans la limite du périmètre propriété de l'État, sont inclus de même que l'ensemble du site du barrage déconstruit.

Périmètre de la maîtrise d'ouvrage (d'après Artelia 2014 – Dossier d'Autorisation relative à la loi sur l'eau).



Points de vigilance :

- 1- Dans le cas de la maîtrise d'œuvre de renaturation réalisée en parallèle du présent marché, le périmètre des études pourra ponctuellement déborder des limites de propriétés de l'État. Néanmoins, les travaux interviendront principalement dans l'emprise de la retenue de Vezins.
- 2- Dans le cadre de la gestion sédimentaire de la retenue de La Roche Qui Boit, EDF, maître d'ouvrage des travaux, procède au stockage de sédiments extraits au sein de la retenue de Vezins sur une section de près de 4 km située à l'amont de l'ancien barrage (achèvement des travaux prévu à l'été 2022).

1.3. Périmètre du projet de comblement

Le projet objet du présent marché concerne la finalisation des travaux connexes à la démolition du barrage de Vezins, et plus particulièrement le canal déversoir de crue de ce barrage, vestige du fonctionnement de l'ancienne retenue.

Le périmètre concerne l'ensemble de l'ouvrage et des ses accotements, ses abords, et son raccordement aval sur la Sélune.

Le projet consiste au remblaiement du canal avec pour objectif principal de stabiliser la rive gauche du canal (côté ouest), en utilisant les matériaux issus de la déconstruction du barrage en lui-même. Plusieurs cas de figure avec des pentes de talus pourront être investigués.

Le titulaire devra être force de proposition et de conseil auprès de la maîtrise d'ouvrage.

1.4. Phasage de l'opération

Le projet qui réunit deux maîtres d'ouvrage a été mis en œuvre dans un premier temps par l'État sur le barrage de Vezins et sa retenue et, dans un second temps, par EDF sur le barrage de la Roche qui Boit et sa retenue. L'ordonnancement des travaux sur chaque barrage et retenue associée, s'est décomposé en plusieurs phases.

La première phase de travaux relatif à la gestion des sédiments consistait à maîtriser les flux de sédiments

Maitrise d'œuvre pour le comblement du canal Evacuateur de crue de l'ancien barrage de Vezins – CCTP

potentiellement mobilisables dans les retenues des deux barrages. Ces travaux de gestion des sédiments visaient à la réalisation d'un profil d'« équilibre » du lit mineur de la Sélune, siège de remobilisations de sédiments en place limitée, même en cas de crues. Plusieurs types de travaux ont donc été entrepris : curage mécanique du lit mineur avec régalage, dragage des sédiments, création de casiers aériens et subaquatiques. La phase de démantèlement du barrage de Vezins consistait en l'arasement du barrage et de ses bâtiments annexes (bâtiment usine, bâtiment de bureaux). Une partie de l'évacuateur de crue a été conservé, notamment le canal d'évacuation.

La dernière phase relative à la renaturation s'intéresse au :

- remodelage des lits mineurs et majeurs de la Sélune et de ses affluents ;
- devenir des ouvrages anciens ;
- revégétalisation des berges exondées.

Cette phase comprendra également les travaux de cicatrisation du démantèlement du barrage et notamment le comblement du canal déversoir de crue.

1.5. Situation actuelle

1.5.1. Barrage et retenue de Vezins (maîtrise d'ouvrage État)

Les principaux travaux de gestion sédimentaire de la retenue de Vezins se sont déroulés jusqu'à la fin 2019. La finalisation des travaux de recouvrement des sédiments pollués de l'Yvrande a ensuite été conduite au printemps 2021.

Le démantèlement du barrage de Vezins s'est, quant à lui, terminé fin 2020 par une remise en état provisoire (création de merlons, mise en sécurité, etc.). Certains ouvrages présents sur le site de Vezins ont cependant été conservés :

- en rive gauche, le canal déversoir de crue qui sera comblé ;
- en rive droite, une plateforme de circulation des véhicules aménagée au bord de la rivière et du sous-sol du bâtiment administratif où des aménagements spécifiques ont été conduits en faveur des espèces protégées (gîte de reproduction et d'hibernation pour les chiroptères, points d'eau pour les amphibiens).

Les bétons du barrage et des bâtiments annexes ont été concassés sur des plateformes aménagées sur chaque rive de la Sélune en vue de leur réutilisation future pour le comblement du canal déversoir de crue et les potentiels aménagements de la vallée et afin de limiter les incidences sur l'environnement. Du fait des volumes de matériaux concassés, le site du barrage fait l'objet d'une installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE).

Ainsi, en ce qui concerne le canal évacuateur de crue, une solution visant au comblement du canal a été retenue.

Aujourd'hui, l'ancienne retenue est dans une phase de « cicatrisation ». Le projet rentre dans sa phase finale, à savoir la phase de renaturation de la vallée. Il s'agit pour le maître d'ouvrage, d'une part, d'effectuer un bilan des travaux précédemment effectués. D'autre part, il est nécessaire de réaliser un point intermédiaire sur l'état transitoire de la vallée et de préciser les objectifs à atteindre sur ce territoire, toujours dans le respect premier du rétablissement de la continuité écologique.

La dernière phase du projet portera sur la réalisation travaux consécutifs à l'atteinte de ces objectifs.

1.5.2. Barrage et retenue de La Roche Qui Boit (maîtrise d'ouvrage EDF)

Les travaux de gestion sédimentaire de la retenue de La Roche qui Boit, débutés au printemps 2020, se sont poursuivis jusqu'à l'été 2023.

Le démantèlement du barrage de La Roche Qui Boit a été fait à l'été 2023.

1.6. Autorisations réglementaires relatives aux travaux de Vezins

Les travaux précédents ont été conduits en application des dispositions fixées aux dossiers relatifs à l'autorisation loi sur l'eau et à la déclaration de projet pour le compte des deux maîtres d'ouvrages (État et EDF). Ces procédures réglementaires concernaient l'ensemble du projet :

- la gestion des sédiments ;
- la vidange des deux retenues ;
- la démolition des deux barrages par suppression totale ou partielle des ouvrages ;
- la renaturation de la Sélune et de ses affluents dans l'emprise des retenues.

Le tableau ci-dessous reprend les rubriques de la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou déclaration en application des articles L214-1 à L214-6 du Code de l'Environnement pour les travaux conduits sur Vezins.

RUBRIQUES	SYNTHÈSE DE L'INTITULE ⁽¹⁾	PROCÉDURE
3.1.2.0.	Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou en travers du lit mineur d'un cours d'eau ou à leur dérivation	Autorisation
3.1.4.0.	Consolidation ou protection des berges par des techniques autres que végétales	Autorisation
3.1.5.0.	Installations, ouvrages, travaux ou activités, dans le lit mineur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune aquatique et semi-aquatique	Autorisation
3.2.1.0.	Entretien de cours d'eau ou de canaux, du maintien et du rétablissement des chenaux de navigation, des dragages de sédiments	Autorisation
3.1.1.0.	Installations, ouvrages, remblais et épis, dans le lit mineur d'un cours d'eau constituant un obstacle à la continuité écologique ou à la libre circulation des eaux	Autorisation
1.1.1.1	Sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain en vue de la recherche ou de la surveillance des eaux souterraines ou en vue d'effectuer des prélèvements dans ces eaux	Déclaration

(1) Extrait du dossier d'autorisation Loi sur l'eau (étude d'impact Chapitre 1.5)

De plus, une évaluation des incidences a été menée sur les sites Natura 2000 les plus proches. Cette évaluation a permis de confirmer que l'effacement des deux barrages hydroélectriques sur la Sélune ne portera pas atteinte aux objectifs de conservation des habitats et des espèces ayant justifié la désignation des sites Natura 2000 situés aux alentours. En effet, cet effacement rétablira entre autres la continuité piscicole qui permettra aux poissons amphihalins d'intérêt communautaire présents dans la Baie du Mont Saint-Michel de reconquérir le bassin versant de la Sélune, et plus particulièrement les têtes de bassin versant qui représentent les sites de reproduction privilégiés.

Par ailleurs, les opérations d'effacement des barrages ont nécessité une mise en compatibilité avec les PLU locaux, notamment du fait des terrassements à réaliser dans le secteur de projet. Une déclaration de projet portant mise en compatibilité des documents d'urbanisme a donc été faite.

Le titulaire du marché de travaux relatifs au démantèlement du barrage a conduit une procédure de déclaration relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement concernant l'activité d'entreposage des bétons de démolitions (déclaration du 21/05/2019) transférée à l'exploitant du site.

De plus, les travaux de gestion sédimentaire et de démantèlement impactant plusieurs espèces protégées animales et végétales, des dérogations relatives aux espèces ou habitats protégés ont été délivrées.

Le tableau suivant récapitule les arrêtés préfectoraux spécifiques aux travaux intervenant dans l'ancienne retenue de Vezins :

Intitulé	Objet	Date de publication
LSE-2016-28	Autorisation pour la vidange et les travaux de gestion des sédiments du barrage de Vezins	03/03/16

n°18-232-ML	Autorisation pour les travaux de déconstruction du barrage de Vezins	29/10/18
n°SRN/UCAP/2016-00473-OFT-001	Autorisation pour l'arrachage, l'enlèvement, le transfert et la récolte des graines des espèces végétales protégées	05/05/17
n°SRN/UAPPA/18-00473-OFT-002	Autorisation de destruction, d'altération ou de dégradation de sites de reproduction ou d'aires de repos des espèces animales protégées	13/03/19

1.7. Budget prévisionnel

Le financement du projet de restauration de la continuité écologique de la Sélune porté par l'État est assuré à 100 % par l'Agence de l'Eau Seine Normandie.

Le budget global de l'opération est d'environ 38 millions d'euros TTC.

2. Objet de la mission

2.1 Missions du marché

Le marché porte sur la maîtrise d'œuvre pour le comblement du canal évacuateur de crue de l'ancien barrage de Vezins.

Il comprend les éléments de missions suivants :

- La réalisation des études préliminaires (EP)
- La réalisation des études d'avant-projet (AVP)
- L'établissement des études de niveau Projet (PRO)
- L'assistance à l'identification des réseaux concessionnaires impactés par le projet et la rédaction des conventions à conclure avec les concessionnaires (RES)
- L'assistance à la passation des contrats de travaux (ACT)
- Le VISA des études d'exécution produites par les entreprises de travaux (VISA),
- La direction de l'exécution des contrats de travaux (DET),
- L'Assistance aux opérations de réception (AOR),
- L'Ordonnancement, pilotage et coordination en phase travaux (OPC)

2.2 Programme

La mission confiée au prestataire en charge du comblement du canal déversoir de crue est une mission de maîtrise d'œuvre comprenant les éléments de missions AVP, PRO, ACT, DET, VISA, AOR ainsi qu'une mission d'OPC travaux.

En raison des risques inhérents à la stabilité des talus du canal déversoir de crue situé en rive gauche de la Sélune et aménagé lors de la construction du barrage de Vezins, il a été décidé de ne pas démolir cet ouvrage. Il est ainsi prévu de recourir aux bétons concassés du barrage stockés sur site pour procéder à son comblement. En ce sens, un maître d'œuvre est désigné pour procéder aux études nécessaires et conduire les travaux en sécurité vis-à-vis des nombreuses contraintes présentes sur le secteur (proximité exploitations agricoles riveraines, franchissement de la Sélune nécessaire, présence d'une ligne RTE, risques géotechnique et environnementaux).

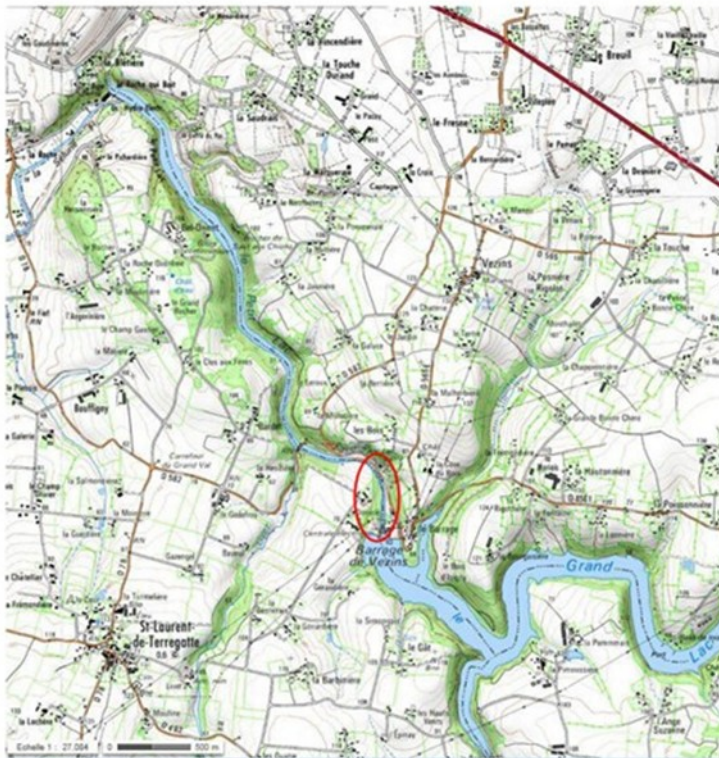
Ce marché intégrera une dimension paysagère coordonnée avec le projet mise en œuvre pour la renaturation. Les travaux constitueront donc la phase finale du démantèlement du barrage de Vezins et permettront la cicatrisation du site.

Du fait de contentieux passés directement liés à cette partie d'ouvrage, le comblement du canal déversoir de crue constitue une opération sensible juridique et technique du fait des risques relatifs aux avoisinants. La maîtrise d'ouvrage souhaite qu'une attention soit portée à cette composante du projet afin d'en garantir le calendrier et de veiller ainsi au caractère exemplaire du projet de restauration de la continuité écologique.

Il en résultera la mise en œuvre d'un ou plusieurs marché de travaux pour réaliser les travaux de comblement du canal déversoir de crues selon la dévolution qui sera proposée par le maître d'œuvre et retenue par le maître d'ouvrage.

La DDTM souhaite procéder au comblement pour des raisons de sécurité et ne souhaite pas développer des usages particuliers sur le secteur, en particulier, il n'est pas prévu de circulation lourdes (type VP ou Poids Lourds sur la zone comblée).

Le Maître d'œuvre devra piloter le projet en prenant en compte des enjeux de coûts, délais et qualité. Il devra également anticiper et produire les éventuelles démarches réglementaires liées au projet.



2.3 Données d'entrées disponibles

A date, les données d'entrée disponibles sont les suivantes :

- Le Dossiers des Ouvrages Exécutés (DOE) de l'entreprise en charge de la démolition du barrage de Vezins
- Les relevés topographiques de la zone réalisés en 2024 par l'entreprise TOPDESS
- Les études établies par le CEREMA en 2025. Ces études ont conclu sur la faisabilité de réutiliser les matériaux issus de la déconstruction du barrage, pour le remblaiement partiel du canal avec pour objectif principal de stabiliser la rive gauche du canal (côté ouest).

3. Enjeux de la mission de maîtrise d'œuvre pour le comblement de l'évacuateur de crue

Cette prestation est destinée à définir les conditions sécuritaires, techniques, organisationnelles, et de coordination avec les différents acteurs, pour lancer les opérations de comblement du canal évacuateur de crues. Le maître d'œuvre sera garant de la bonne réalisation de l'ouvrage, dans la maîtrise de la qualité, des coûts et des délais.

Les enjeux sont de différents ordres :

- Complexité d'accès et de foncier
- Géotechniques et structurels sur la stabilité des talus et la tenue des terres et des ouvrages
- Assainissement des parcelles riverains (hors périmètre des travaux mais pouvant générer des effets)
- Présence d'ouvrages et d'équipements : pylône RTE, structures résiduelles de l'ancien barrage

Ces éléments seront à approfondir dès les premières phases d'études

A ce stade, il n'est envisagé qu'un seul marché de travaux pour l'exécution du comblement de l'évacuateur de crue. Le maître d'œuvre devra toutefois confirmer cette proposition lors de l'AVP.

4. Organisation dédiée au projet

4.1. L'équipe dédiée au projet

La maîtrise d'ouvrage sur l'ancienne retenue de Vezins est assurée par la DDTM 50 pour le compte du Préfet de la Manche. Une unité spécifique dédiée à ce projet, la Mission Barrages de la Sélune, est en charge du projet au sein du service Environnement de la DDTM 50. L'unité est composée de 4 agents :

- un responsable de service qui assure le management de l'équipe, le pilotage et le suivi budgétaire en lien avec l'AESN. Il gère la clôture des phases précédentes (gestion sédimentaire et démantèlement du barrage) et porte en direct les thématiques relatives aux volets juridiques et réglementaires du projet (contentieux, suivi et cadrage des autorisations réglementaires).;
- un chargé d'études spécialisée en environnement, qui assure la conduite d'opération, notamment sur la phase de renaturation et pilote les thématiques relatives aux espèces protégées (mesures compensatoires, suivis), aux espèces nuisibles, à la qualité de l'eau et à la gestion transitoire de la vallée. Il gère également la coordination avec les partenaires (EDF, OFB, INRAE, etc.). ;
- une chargée de l'appui administratif et financier qui met en œuvre le volet comptable du projet (engagement, paiement, etc.).

L'équipe de maîtrise d'ouvrage s'appuie sur un Assistant à Maîtrise d'Ouvrage.

La composition de l'équipe projet pour la poursuite de l'opération est la suivante :

Interlocuteurs	Rôle
DDTM50/ Mission Barrages de la Sélune	Maîtrise d'ouvrage
AMO Pilotage : EGIS	AMO en charge de l'accompagnement de la DDTM sur les dimensions pilotage, contractuels, organisationnels, ...
MOE Projet de renaturation de la vallée de la Sélune : ANTEA	Maîtrise d'œuvre chargée de la renaturation et des aménagements.
Coordinateur SPS : SOCOTEC	Gestion des thématiques sécurité et santé des travailleurs relatives aux chantiers intervenant dans la retenue de Vezins
Contrôleur technique : Bureau Véritas	Gestion des thématiques qualité, sécurité et solidité des aménagements de la retenue de Vezins

Office français de la Biodiversité Conservatoire des Espaces Naturels (CEN) de Normandie	Appui technique
Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement (CPIE) du Cotentin Groupe Mammalogique Normand (GMN) Groupe Ornithologique Normand (GON)	Suivis des mesures compensatoires
Acteurs externes / en interface avec le projet	
EDF (maîtrise d'ouvrage, exploitant et maîtrise d'œuvre) ainsi que ses prestataires	Mise en œuvre du projet d'effacement du barrage de la Roche Qui Boit
Cellule de coordination du programme scientifique (INRAE)	Suivi et coordination des équipes scientifiques Gestion de l'interface entre le projet opérationnel porté par les maîtres d'ouvrage et les projets de recherche scientifique
Syndicat Mixte du Bassin de la Sélune	Coordination avec les communes concernant le projet de développement socio-économique du territoire et animation du SAGE

Point de vigilance :

Le titulaire aura la charge d'échanger avec les membres de l'équipe, autant que de besoin, afin de réunir les informations nécessaires au bon déroulement de la mission de pilotage (courriers électroniques et relances si nécessaires, point téléphonique ou visioconférence préalables aux revues d'opération, information systématique du maître d'ouvrage en cas de difficultés rencontrées avec les titulaires).

5. Contenu de la mission

5.1. Mission 1 : Etudes d'avant-projet (AVP)

5.1.1 – Consistance des études d'avant-projet

Le dossier d'avant-projet en précision de son caractère normalisé, devra en particulier :

- Procéder aux investigations techniques complémentaires nécessaires à la conduite des études aux stades ultérieurs (le maître d'œuvre est en charge de l'ensemble des investigations techniques complémentaires) ;
- Préciser la solution retenue, en particulier en déterminant ses caractéristiques techniques, fonctionnelles, et environnementales ;
- Proposer une implantation topographique, sur des plans au 1/500ème, ou au 1/200ème pour les petits secteurs où s'impose une définition plus précise ; Apprécier, en tant que de besoin, la volumétrie, l'aspect extérieur des ouvrages et travaux réalisés
- Réaliser les études géotechniques nécessaires au dimensionnement de tous les ouvrages à réaliser dans le projet ;
- Vérifier la compatibilité de la solution retenue avec les contraintes du site, ainsi qu'avec les différentes réglementations applicables à ce type de projet ;
- Respecter les différentes réglementations relatives à l'environnement et à la sécurité ;
- Signaler les aléas de réalisation qui paraissent prévisibles ;
- Evaluer les impacts majeurs du chantier et les mesures compensatrices ou d'organisation à mettre en place suivant les phases (assainissement, emprises de travaux, accès et circulation des engins, matériels spécifiques, etc...) ;
- Permettre au maître de l'ouvrage de confirmer la décision de réaliser le projet, d'en arrêter définitivement le programme, ainsi que certains choix, en fonction des coûts d'investissement, d'exploitation et de maintenance correctement évalués par le titulaire ;

- Etablir l'estimation du coût prévisionnel des travaux, en distinguant les dépenses par nature de travaux, et en précisant l'incertitude qui y est attachée, compte tenu des bases d'estimation utilisées.
- Permettre l'établissement des dossiers à déposer par le maître d'ouvrage (à l'aide des documents élaborés par la maîtrise d'œuvre), en vue de l'obtention des diverses autorisations administratives nécessaires en vue de la réalisation. Ceci implique notamment pour le maître d'œuvre de réaliser si nécessaire, le cas échéant, le Dossier Loi sur l'Eau et le dossier CNPN.

Un point sur l'avancement des études sera réalisé à chaque réunion d'avancement sur la base du planning

5.1.2 – Contenu du dossier d'études d'avant-projet

LE DOSSIER DE L'AVANT – PROJET

Etudes

Le dossier AVP définitif comprendra les notes, études, plans au 1/500^{ème}, et coupes transversales et longitudinales

Le titulaire fournira :

- Etudes et plans de définition des travaux ;
- Les notes de calcul justificatives des prédimensionnements basées sur la réglementation en vigueur,
- Les plans de définition de l'ouvrage ;
- Le plan général fonctionnel, avec intégration des principes d'accès et organisation travaux ;
- Une coupe longitudinale sur l'axe avec report du terrain naturel et des sondages ;
- Une note de synthèse décrivant et justifiant les principales options techniques, et en fonction de la nature et du positionnement des ouvrages définissant les besoins en termes d'études géotechniques ;
- La rédaction des dossiers administratif et réglementaires ;
- Un calendrier prévisionnel de réalisation des travaux ;

ESTIMATION FINANCIÈRE

Le maître d'œuvre établira l'estimation du coût prévisionnel des travaux, en distinguant les dépenses par partie d'ouvrage et nature de travaux, et en indiquant l'incertitude qui y est attachée compte tenu des bases d'estimation utilisées.

ÉTUDES D'ALLOTISSEMENT

Dans le cadre de l'avant-projet, le maître d'œuvre proposera un principe d'allotissement pour la réalisation des fournitures et des travaux.

L'AVP est considéré comme rendu au moment de l'obtention de l'ensemble des pièces mentionnées ci-dessus (cf. CCAP).

5.2. Mission 2 : Etudes de projet (PRO)

5.2.1 – Consistance des études de projet

Les études du projet seront engagées après approbation par le maître d'ouvrage du dossier définitif d'étude d'avant-projet.

La mission s'articule autour de l'élaboration :

- De plans 1/200^{ème} réalisés.
- De spécifications techniques relatives aux matériaux et solutions retenues lors de l'avant-projet.

Ces études devant aboutir à la constitution de la partie technique des dossiers de consultation des entreprises (DCE)

De plus, en conformité avec la loi MOP, les études de projet ont pour objet de :

- Préciser la solution d'ensemble et les choix techniques, architecturaux ;
- Fixer les caractéristiques et dimensions des différents ouvrages de la solution d'ensemble, ainsi que les implantations topographiques ;
- Préciser les tracés des évacuations de tous les fluides et, en fonction du mode de dévolution des travaux, coordonner les informations et contraintes nécessaires à l'organisation spatiale des ouvrages ;

- Préciser les dispositions générales et les spécifications techniques des équipements répondant aux besoins d'exploitation ;
- Etablir le planning prévisionnel des travaux et éventuel phasage de réalisation de tout secteur particulier (saisonnalité des interventions en particulier ;
- Etablir le coût prévisionnel des travaux décomposés en éléments techniques homogènes ;
- Permettre au maître de l'ouvrage d'arrêter le coût prévisionnel de la solution d'ensemble.

Le maître d'ouvrage pourra demander ponctuellement, en vue de l'examen détaillé de points particuliers, l'établissement de plans à l'échelle 1/100ème, voire 1/50ème.

5.2.2 – Contenu du dossier d'études de projet

Le dossier de projet comprendra :

- Un plan général au 1/200ème ;
- Un profil en long ;
- Une coupe longitudinale au 1/200ème indiquant les contraintes du site ;
- Les coupes transversales au 1/100ème ;
- Les détails constructifs principaux et les notes de calculs ;
- Un avant-métré
- Un mémoire indiquant les contraintes du projet, les choix et options retenus et donnant tout renseignement utile sur les procédés de construction envisagée, les phases de construction ;
- La rédaction des dossiers administratif et réglementaires et un appui technique à la MOA concernant les retours des autorités compétentes ;
- Une estimation détaillée par élément d'ouvrage ;
- Un calendrier prévisionnel d'exécution des travaux qui sera joint au DCE

Étude du Coût prévisionnel des travaux

Le titulaire établira l'estimation du coût des travaux (Cavp) sous la forme d'un détail estimatif détaillé décomposé en éléments homogènes dont le cadre sera préalablement validé par le maître d'ouvrage.

L'estimation pourra être décomposée en grands postes d'ouvrages.

Le titulaire établira par ailleurs les estimations des marchés de travaux sur la base de l'allotissement proposé en phase AVP et revu en phase PRO, il sera validé définitivement par le maître d'ouvrage lors de l'acceptation du dossier PROJET.

5.3. Mission 3 : Assistance à la rédaction des Dossiers de Consultation des Entreprises et la passation des contrats de travaux (DCE – ACT)

L'élément de mission normalisé ACT sera effectué par le titulaire pour l'ensemble des fournitures et des travaux dont il aura effectué les études de Projet.

Le titulaire préparera la consultation des entreprises de manière à obtenir la meilleure organisation de la concurrence et que les entreprises puissent présenter leurs offres en toute connaissance de cause.

D'une manière générale le titulaire accompagnera le maître d'ouvrage durant tout le processus de dévolution, assistance durant les négociations, préparation des différents rapports, présence lors des commissions d'appel d'offre en tant que personnalité compétente...etc

Le maître d'œuvre est soumis aux règles déontologiques de l'achat public et notamment à une obligation de confidentialité durant les différentes consultations.

A priori, les marchés concernés par le projet de comblement de l'évacuateur de crue sont les suivants :

- Marché de travaux pour le comblement de l'évacuateur de crue

5.3.1 – Production des DCE et analyse des offres

Dans le cadre de la conception des règlements de consultation, le titulaire proposera les critères et les éléments nécessaires à l'analyse des candidats s'il y a lieu et à l'analyse des offres (critères de sélection, critères de choix, contenu des offres...).

Il réalisera les dossiers de consultation des entreprises suivant le mode de dévolution choisi par le maître d'ouvrage.

Le titulaire remettra au maître d'ouvrage en 1 exemplaire chaque Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) et une version numérique.

Il se chargera de la rédaction de l'ensemble des pièces contractuelles, techniques et administratives.

Le titulaire devra :

- Analyser les candidatures et participer éventuellement à la rédaction des courriers au titre de l'article 52 du code des marchés publics ;
- Analyser les offres des entreprises et, s'il y a lieu, les variantes à ces offres ;
- Procéder à la vérification de la conformité des réponses aux documents de la consultation ;
- Analyser les méthodes ou solutions techniques en s'assurant qu'elles sont assorties de toutes les justifications et avis techniques en vérifiant qu'elles ne comportent pas d'omissions, d'erreurs ou de contradictions normalement décelables par un homme de l'art ;
- D'établir un rapport d'analyse comparative proposant les offres susceptibles d'être retenues, conformément aux critères de jugement des offres précisées dans le règlement de la consultation ;
- D'effectuer une analyse de la partie financière comportant une comparaison des offres entre elles et avec le coût prévisionnel des travaux ;
- Préparer les courriers au titre de l'article 55 du code des marchés publics et analyser les justifications fournies par les candidats.

Le titulaire préparera les mises aux points nécessaires pour permettre la passation de chaque marché de fourniture ou de travaux par le maître d'ouvrage.

Le titulaire devra s'adapter au planning administratif de la Commission d'Appel d'Offre afin d'y participer dans le cadre de toutes les procédures de mise ou de remise en concurrence permettant l'aboutissement et la passation de tous les marchés de travaux nécessaires à la réalisation de l'ouvrage de son ensemble.

Le titulaire devra se conformer aux prescriptions, pièces types ou guide des procédures de la maîtrise d'ouvrage.

Dans son planning, le titulaire devra intégrer l'éventualité de reprise de dossiers de consultation et de procédures supplémentaires consécutifs à des appels d'offres infructueux.

5.3.3 – Appui à l'initialisation des marchés de travaux

Le titulaire devra organiser la réunion de lancement du marché de travaux et répondre aux questions de l'entreprise durant la phase d'initialisation.

5.4 Mission 4 : VISA et Direction de l'exécution des contrats de travaux (DET)

5.4.1 Examen de la conformité des plans d'exécution faits par l'entreprise

La mission « Visa » comprendra l'établissement de l'état des documents à produire, la délivrance des Visas et le dossier final d'exécution.

La mission comprend le suivi des avis du contrôleur technique.

ÉTAT DES DOCUMENTS À PRODUIRE

Dès la notification du marché de travaux, le MOE établira un état récapitulatif des documents à produire au titre des études d'exécution à la charge de l'entreprise et soumis à son Visa. Cet état précisera la nature du document et la date limite de production. Il sera notifié à l'entreprise par ordre de service.

DÉLIVRANCE DU VISA

L'examen de la conformité au projet des études d'exécution et de synthèse faites par les entrepreneurs ainsi que leur Visa par le MOE ont pour objet d'assurer au MOA que les documents établis par l'entrepreneur respectent les dispositions du projet établi par le MOE, la réglementation, les normes, les attentes en terme de performance, confort, tenue dans le temps, solidité...

Le MOE apposera son Visa suivant deux phases de contrôle.

5.4.2 Pour les visas des études de synthèse

Au cours de la réalisation des plans de synthèse par la cellule de Synthèse, le MOE assurera notamment les tâches suivantes en vue de l'apposition de son Visa « bon pour plan d'exécution » :

- Engager, le cas échéant, les interventions auprès du contrôleur technique chargé d'approuver la technologie sur le plan de la solidité et sur le plan de la sécurité et des autres missions dont le contrôleur technique est en charge ;
- Régler les points qui lui semblent litigieux ou qui manquent de clarté afin d'éviter sur le chantier des problèmes de mise en œuvre ou de limite de prestations ;
- Faire préparer les documents et échantillons devant être approuvés, sur des aspects esthétiques et fonctionnels, par le maître d'ouvrage et veiller à tenir en bon ordre le dossier d'approbation des solutions techniques retenues ou des matériaux et matériels utilisés dans la construction ;
- Examiner tous les plans de synthèse dans les délais impartis et s'assurer de la prise en compte de ses observations ;
- Viser tous les plans de synthèse, notes de calculs, spécifications techniques en apposant la mention « bon pour plan d'exécution » ;
- Transmettre ces plans dûment visés à l'entreprise émettrice et l'autoriser à poursuivre ses études d'exécution.

En outre, la cellule de synthèse assurera la gestion et l'arbitrage des conflits.

5.4.3 Pour le visa des études d'exécution

Au cours de l'exécution des plans d'exécution par les entreprises, le MOE assurera notamment les tâches suivantes en vue de l'apposition de son Visa « bon pour exécution » :

- S'assurer que les entreprises établissent leurs plans en conformité avec les plans de synthèse approuvés ;
- Contrôler la qualité des plans produits, du point de vue de leur clarté ;
- Contrôler les documents et échantillons devant être approuvés par le MOA et veiller à tenir en bon ordre le dossier d'approbation des solutions techniques retenues ou des matériaux et matériels utilisés dans la construction.
- Régler les problèmes architecturaux et techniques, qui n'auraient pas été décelés au cours de l'élaboration des plans de synthèse ;
- Examiner tous les plans d'exécution, notes de calculs, spécifications techniques ;
- S'assurer que l'exécution des travaux est conforme aux prescriptions du marché en ce qui concerne le cahier des contraintes fonctionnelles de chantier (accès divers, qualité des cheminements piétons provisoires, etc.) ;
- Donner un avis sur les matériaux et matériels mis en œuvre sur le plan de la solidité, sécurité, etc, signer les fiches d'agrément, contrôler les certificats des produits ;
- S'assurer de la bonne prise en compte des objectifs d'exploitation et remettre un dossier mis à jour en appui de son engagement sur les performances ;
- Informer les entreprises intéressées sur toutes modifications et/ou adaptations apportées sur un lot et qui pourraient avoir des répercussions sur d'autres lots et faire engager par les entreprises les mesures qui s'imposent ;

- Établir une fiche de Visa mentionnant la référence des documents, ses observations et la date. Cette fiche sera remise à l'entreprise concernée ;
- Établir une note d'information détaillant et explicitant toute modification pouvant entraîner une modification du délai ou avoir une incidence financière ;
- Viser tous les documents définitifs en apposant la mention « bon pour exécution », son cachet, la signature du chef de projet et du vérificateur et la date.

Le MOE doit attacher une importance particulière à l'organisation du circuit des documents d'exécution qu'il décrit dans son Plan de Management de Projet.

5.4.4 Dossier final d'exécution

Le MOE s'assurera de la constitution des dossiers finaux d'exécution à remettre au MOA contenant un récapitulatif des études de synthèse et d'exécution assorti de la date de Visa du MOE, accompagnés des justificatifs nécessaires et avis du (ou des) bureau(x) de contrôle le cas échéant. Ce suivi sera exécuté sur la GED

5.4.5 Direction de l'exécution des contrats de travaux

Le titulaire assurera la direction d'exécution de l'ensemble des travaux, il sera responsable de la tenue du planning, supervisera de manière continue la qualité technique des réalisations et assurera la gestion contractuelle et financière des différents marchés correspondants.

Le titulaire devra en particulier :

- S'assurer que les documents d'exécution ainsi que les ouvrages en cours de réalisation respectent les études effectuées,
- S'assurer que les documents à produire par les entrepreneurs, en application marchés, sont conformes et ne comportent ni erreur, ni omission, ni contradiction décelable par un homme de l'art,
- S'assurer du traitement des interfaces entre les différents marchés,
- S'assurer du maintien continu des accès riverains et cheminements et de la cohérence de la signalisation de proximité : informations, piétons, cycles, livraisons,
- Délivrer selon tout moyen approprié tout ordre ou toute consigne, établir tout procès-verbal nécessaire à l'exécution des travaux ainsi que procéder aux constats contradictoires,
- Organiser, diriger et établir les comptes rendus de toutes les réunions de chantier, d'entreprises,
- Organiser et diriger les réunions d'organisation du chantier ;
- Informer systématiquement le maître de l'ouvrage sur l'état d'avancement et de prévision des travaux et dépenses, avec indication des évolutions notables.
- De réaliser les dossiers D'Autorisation d'Occupation Temporaire du domaine public, D'Autorisation et permission de voirie, D'arrêté de circulation (en concertation avec les entreprises travaux)
- Vérifier les projets de décomptes mensuels ou les demandes d'avances présentées par l'entrepreneur, établir les états d'acomptes, vérifier le projet de décompte final établi par l'entrepreneur, établir le décompte général ;
- Donner un avis au maître de l'ouvrage sur les réserves éventuellement formulées par l'entrepreneur en cours d'exécution des travaux et sur le décompte général, assister le maître de l'ouvrage en cas de litige sur l'exécution ou le règlement des travaux, ainsi qu'instruire les mémoires de réclamation de ou des entreprises.

Dès le début de la mission, le titulaire mettra au point un tableau de bord selon une structuration et des clés de tri et regroupement établi en accord avec le maître d'ouvrage et permettant de visualiser : les engagements, le reste à engager, le réalisé, l'estimation finale prévisionnelle.

Le titulaire devra procéder à l'élaboration d'un bilan global de l'opération au fur et à mesure de l'avancement du projet, justifiant des éventuels écarts entre les montants initiaux des marchés et les sommes effectivement versées. Le titulaire remettra chaque mois le tableau de bord.

Le titulaire devra participer étroitement à la mise au point de détail de l'organisation et du phasage des travaux dans le respect de la saisonnalité de la vallée de la Sélune, et en lien avec les riverains de l'évacuateur de crue.

Il devra tenir à jour un journal de chantier sur lequel sera noté ou adjoint tous les plans de phasage et d'or-

ganisation de chantier ainsi que tout événement survenu lors de l'exécution des travaux. Ce journal doit permettre de retracer l'historique du chantier et devra être mis à la disposition du maître d'ouvrage à tout moment.

Le titulaire apportera les éléments d'information nécessaires sur le déroulement du chantier dans le cadre d'éventuels litiges ou demandes d'indemnisation qui opposeraient la maîtrise d'ouvrage aux différents riverains, notamment aux commerçants et autres professionnels impactés. Ces éléments feront l'objet d'une note particulière.

Le cas échéant, le titulaire assurera le suivi du traitement des déchets de chantier, qui donnera lieu à une procédure par bordereau de suivi des déchets dès lors qu'ils sont susceptibles de relever d'un centre de traitement de classe I ou II ainsi que le respect de la charte départementale des déchets de chantier.

Pour les déchets justifiant d'un centre de traitement de classe III, le maître d'œuvre vérifiera la mise en œuvre par les entreprises de leur propre collecte.

5.5 Mission 5 : Assistance apportée au maître de l'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement (AOR et GPA)

L'élément de mission normalisé AOR (Assistance aux Opérations de Réception) sera effectué par le titulaire pour tous les travaux qui seront réalisés.

Le titulaire devra :

- Organiser les Opérations Préalables à la Réception des travaux qui aura lieu 10 jours après la date indiquée par l'entreprise de l'achèvement des travaux, en invitant systématiquement le maître d'ouvrage et le gestionnaire et/ou exploitant de la ligne;
- Etablir le projet de procès-verbal de réception,
- Proposer la réception avec ou sans réserves au maître d'ouvrage,
- Organiser le suivi des réserves formulées lors de la réception des travaux jusqu'à leur levée ;
- Procéder à l'examen et au suivi des désordres ou appels en garantie signalés par le maître d'ouvrage, l'exploitant et/ou gestionnaire de ligne pendant la période de parfait achèvement des travaux,
- Constituer le Dossier des Ouvrages Exécutés à partir des plans conformes à l'exécution remis par les entreprises, des plans de récolement des ouvrages ainsi que des notices de fonctionnement et des prescriptions de maintenance des fournisseurs.

Il devra compiler le plan de maintenance détaillé des installations produit par les différentes entreprises et la liste du matériel nécessaire à l'entretien et à la maintenance des installations.

5.6 Pilotage de la prestation

Avant le 5 de chaque mois, le Titulaire devra faire parvenir un rapport mensuel synthétisant les éléments suivants :

- éléments propres au marché de Maitrise d'œuvre : avancement de facturation, situation contractuelle (avenant, OS), compte-rendu de réunion, avancement sur les différents éléments de mission.
- Analyse des risques liés au projet de comblement de l'évacuateur de crue, avec notation selon la gravité et l'impact et plan d'action.
- Eléments relatifs au marché de travaux : avancement de facturation (cf tableau de bord mentionné au 5.4.5), avancement des études ou des travaux selon le phasage, réunions relatives au projet.
- Annexes : listes des documents d'études, tableau d'analyse des risques, liste des OS émis par le MOE, tableau de suivi financier, etc.

Durant le premier mois après sa notification, le titulaire proposera une trame de rapport mensuel qui devra être validée par le Maître d'ouvrage.

Des réunions d'avancement mensuelles auront lieu sur la base du rapport pour le partager et permettre au Maître d'Ouvrage de poser d'éventuelles questions.

Par ailleurs, le Maître d'œuvre pourra être amené à assister ponctuellement à des Comités de pilotage du projet de Renaturation de la Sélune, fortement en interface avec le comblement de l'évacuateur de crue. Cela pourrait se produire au maximum 2 fois sur la durée de la prestation.